

Discours de la Déléguée régionale Europe

Chers collègues,

Permettez-moi d'utiliser l'expression « mettre les pieds dans le plat » dès le début de cette intervention pour rappeler d'emblée, ce que vous savez déjà : **le monde traverse une crise** ! Mais ce n'est pas une crise comme les autres. C'est la crise du **multilatéralisme** !

Et cette crise nous préoccupe tout particulièrement, nous qui sommes réunis ici au sein de cette instance, héritière d'une tradition de dialogue et de coopération, telle que l'avaient imaginé les fondateurs de l'APF, dont le plus célèbre étant Léopold Sédar Senghor.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres lui-même le rappelait :
« *Le multilatéralisme n'est pas une option, il est une nécessité.* »
Or, aujourd'hui, cette nécessité est remise en cause.

Faisant suite à la seconde guerre mondiale, depuis 1945, ce système devait être notre rempart contre les égoïsmes nationaux, un cadre pour dialoguer et coopérer.

Mais aujourd'hui... ce cadre à l'international vacille.

Un moment charnière fut l'arrivée de **Donald Trump** à la Maison Blanche, lors de son premier mandat !

Souvenez-vous de son slogan : « *America First* ».

C'était un programme clair : se désengager des accords internationaux, privilégier la force à la négociation.

Tout cela pour quel résultat ?

Trump a quitté l'accord de Paris sur le climat. Parlant même d'un HOAX ou d'une FAKE NEWS comme il se targue de le répéter !

Il a contesté l'OTAN et brimer l'UE

Il a affaibli l'ONU, pas plus tard que le mois dernier !

Et surtout, il a lancé une **guerre commerciale** dans son actuel mandat.

Des droits de douane massifs sur l'acier, sur l'aluminium, contre la Chine dont je ne me fais pas l'avocate, et contre l'Europe, puisque cela nous concerne toutes et tous ici présents !

Le multilatéralisme pour certain est donc devenu ce fardeau, ce carcan dont il faut se libérer.

Alors je vous pose la question : **Comment croire en des règles communes, quand la première puissance mondiale choisit de les ignorer ?**

Le message envoyé est clair : les États-Unis sous l'administration actuelle n'hésitent pas à quitter la table du jeu s'ils ne sont pas gagnants. Résultat : d'autres pays ont suivi. La Chine de XI, la Russie de Poutine ou en encore la Turquie d'Erdogan... chacun préférant les rapports de force bilatéraux aux accords collectifs.

Peu à peu, le multilatéralisme s'effrite, laissant place à un monde fragmenté.

Dans son dernier roman, Giuliano da Empoli, dans **Les Prédateurs**, décrit cette logique sans scrupules.

Il écrit : « *Le pouvoir ne se partage pas, il se capture.* »

Quelle meilleure illustration de ce qui se joue aujourd'hui ?

Des nations, des dirigeants, des groupes d'intérêts... qui capturent les institutions internationales au lieu de les faire vivre. Cette mise en scène prend le monde en émoi tant les réseaux sociaux amplifient leur portée directement vers nos citoyens, bien souvent démunis face à ce fâcheux spectacle.

Et les conséquences sont visibles :

Incapacité à lutter collectivement contre le réchauffement climatique.

Incapacité à coordonner une réponse face aux pandémies.

Difficulté à répondre à la crise migratoire.

Difficulté à réguler les nouvelles technologies.

Partout, la coopération recule, la méfiance progresse !

Mais attention le message que je vous adresse aujourd'hui n'a pas pour vocation d'être fataliste : ce n'est pas la fin du multilatéralisme !

L'histoire nous l'a montré : après chaque crise, un sursaut est possible.

Après 1945, après la guerre froide... les nations ont su réinventer de nouvelles formes de coopération.

Face à l'érosion du multilatéralisme dominé par Washington, l'Europe doit bâtir sa propre alternative.

Cela signifie renforcer son autonomie stratégique, investir dans une transition écologique concertée, développer une politique commerciale plus solidaire avec le Sud global.

L'Europe peut être le laboratoire d'un nouveau modèle économique : plus durable, moins dépendant du dollar, et capable de montrer qu'il existe d'autres voies que l'affrontement ou la soumission.

Non pas en s'opposant systématiquement aux États-Unis, mais en démontrant qu'une coopération équilibrée, respectueuse, est possible quand les partenaires se considèrent d'égal à égal.

Cela passe aussi par une priorité claire : **l'investissement dans l'intelligence artificielle et dans la jeunesse.**

Car l'IA est déjà le moteur des grandes mutations économiques et technologiques. Si l'Europe n'y investit pas massivement, elle restera dépendante des modèles venus d'ailleurs. Nous l'entendrons plus tard lors de cette conférence.

Et la jeunesse, elle, est le levier du renouveau. Comme le disait Victor Hugo : « *Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne.* ». Un message universel qui n'a pas vieilli d'un iota !

La formation, l'inclusion et la créativité de nos jeunes générations sont les conditions pour bâtir un modèle européen plus juste, plus audacieux et plus résilient.

Alors, cette responsabilité ne repose pas seulement sur les épaules des grandes puissances. Le multilatéralisme appartient à tous : aux grands États comme aux plus petits.

Car lorsqu'il s'agit de défendre la coopération internationale face aux replis nationalistes, **il n'y a pas de petite nation, il n'y a pas non plus de petite action.**

Chaque voix, chaque vote dans une enceinte multilatérale, chaque

engagement local a un poids.

La légitimité du multilatéralisme vient justement de cette égalité souveraine entre les nations, grandes ou modestes, anciennes ou jeunes.

Et c'est ce qui fait sa force : personne n'est trop petit pour compter.

C'est également l'objectif des conclusions du dernier Sommet de la Francophonie tenu à Paris et la thématique de cette Assemblée régionale, ici en Andorre !

Avec plus de 320 millions de locuteurs répartis sur les cinq continents, la Francophonie n'est pas seulement une communauté linguistique. Elle est un espace d'échanges, un pont entre cultures, une promesse d'universalisme.

La Francophonie peut montrer que la diversité n'est pas une menace, mais une force. Nous entendrons plus tard à cet effet, Mme Brillouin, sur les actions à mener mais aussi d'autres experts sur les alternatives de marchés.

Alors si force est de constater que **oui !** le multilatéralisme est en crise. **Oui !**, des prédateurs cherchent à s'emparer du pouvoir, et à contourner les règles communes.

L'avenir, lui, n'est pas écrit.

Mesdames et Messieurs, la crise n'est pas la fin.

Elle peut être un commencement.

Et c'est à nous de décider si ce commencement sera subi, et j'ouvre les guillemets « avec de lourdes conséquences sur nos économies » ... ou construit, et je rouvre les guillemets « en faisant des sacrifices afin d'atteindre une pleine autonomie de notre continent » !

Je vous remercie de votre écoute